

d'empêcher la législature d'en venir à la conclusion qu'il n'y avait aucune raison pour faire une faveur spéciale aux fabricants de ces articles dans le pays. Jusqu'ici notre tarif a été généralement basé sur les obligations du pays ; mais il est à remarquer qu'à mesure que le pays vieillit, le tarif, même sans modifications, tend à devenir plus prohibitif ; et qu'un tarif qui, il y a quelques années, aurait admis des articles étrangers en franchise peut, avec l'accroissement du pays, devenir prohibitif en peu de temps. Ensuite il faut tenir compte un peu de la proportion de l'impôt qui pèse aujourd'hui sur la population de ce pays. Comparée à celle des autres pays, la proportion de l'impôt au Canada est assez faible ; mais prise en elle-même—si l'on considère qu'une population de quatre millions à peine est obligée de fournir annuellement \$23,000,000 ou \$24,000,000 pour couvrir les frais du gouvernement fédéral seulement, sans compter ce qu'il lui faut contribuer pour les fins municipales—nous devons être très-prudents dans la manière d'augmenter davantage le fardeau. Au Canada chaque famille contribue \$25 ou \$30 pour faire face aux dépenses encourues en leur faveur par cette législature. Cette somme ne représente guère moins que la valeur d'un mois de travail ; et, bien qu'il puisse être supporté, c'est un décompte considérable sur le pouvoir producteur du pays. Je suis assez prudent,—assez conservateur, si mon honorable ami le préfère—pour regarder toute augmentation d'impôts comme un mal véritable. Si nous devons imposer de nouveaux droits, il faudra que ce soit à l'avantage de tout le pays, pour soutenir le crédit public ou continuer les travaux publics que nous avons commencés. En pratique, c'est une question de frais ; c'est aussi, jusqu'à un certain point, une question d'opportunité. Théorie à part, bien peu de nous s'opposeraient à une faible imposition de droits ou se soucieraient beaucoup de combattre, bien qu'au mépris des théories libres-échangistes, un tarif de nature à augmenter la population du pays à peu de frais. D'un autre côté, il y en a, je crois, bien peu d'assez enthousiastes pour se soumettre à un tarif élevé si on leur démontrait qu'il ne doit produire qu'une faible aug-